

# Les dossiers **d'Économie et Politique :**



## Élections régionales : ouvrir le chemin !

Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre prochains. Elles marqueront la première élection dans la configuration régionale nouvelle issue des réformes territoriales engagées depuis 2012 au service du capital. Elles seront aussi les dernières avant l'échéance présidentielle de 2017. Ces élections sont l'objet de deux enjeux contradictoires.

D'un côté, il s'agit pour le pouvoir en place et le Medef de renforcer les politiques d'austérité en bâtissant des politiques régionales adaptées aux objectifs de rentabilité financière immédiate du capital, par la mise en concurrence des territoires au détriment de l'emploi, du progrès social, de la démocratie locale et des dépenses publiques d'intérêt général.

De l'autre, il s'agit pour les forces de progrès de forger des politiques publiques au service du développement économique, social et solidaire à partir d'une réponse aux besoins des territoires et des gens qui le font vivre. C'est-à-dire pour les communistes, engager des batailles, remettre la question de l'égalité et du développement des territoires au cœur du débat public, mais sans en rester au seul constat, ouvrir des perspectives de luttes et de construction alternative, notamment sur l'utilisation de l'argent.

Les questions de péréquation, de solidarité entre les régions, le développement économique et l'essor des entreprises et de l'emploi, en favorisant la participation des salariés à leur gestion, la mise en place de fonds régionaux dans ce but, le développement des services publics contre leur régression, la citoyenneté et la démocratie, l'urgence de mettre les questions écologiques au centre de toutes les politiques publiques sont donc au cœur de l'enjeu de ces élections.

Dans les régions dirigées par des majorités de gauche, les communistes avec leurs élu-e-s ont permis des avancées pour les populations que nous revendiquons dans le contexte actuel : un réseau ferré public œuvrant au désenclavement et défendant des politiques de tarification sociale, des espaces de gratuité ou de nouveaux droits ; des engagements conséquents dans la construction et la rénovation des lycées, le développement de la formation professionnelle incluant les publics défavorisés ; le soutien à l'innovation et la recherche, aux PME et PMI et la création de politiques favorisant l'emploi de proximité ; la promotion de la culture du sport pour toutes et tous et de l'éducation populaire, l'avancement de politiques d'égalité entre les hommes et les femmes.

Ces acquis ne doivent pas être détruits. Au contraire, il faut œuvrer à de nouvelles avancées en combattant les logiques de la finance et ses effets ravageurs pour les politiques publiques locales. Il nous faut pour cela construire des dynamiques politiques et citoyennes qui mettent en échec toutes les politiques libérales de droite à l'œuvre actuellement et ouvrent la possibilité de politiques publiques réellement de gauche et offensives.

Ce dossier d'Économie et Politique, qui pointe quelques axes de propositions programmatiques pour ces élections et pour les luttes et conquêtes sociales, travaillées au plus près du terrain, se veut une contribution à ce travail à mener. ■■■